



LE DÉFI

Les dernières estimations de la population réalisées par les Nations Unies indiquent que d'ici à 2050 la planète sera peuplée de 9,1 milliards de personnes, contre 6,8 milliards actuellement. Cela représente une augmentation de 34 pour cent au cours des 41 prochaines années. Selon les dernières estimations de la FAO, la production agricole devrait augmenter de 70 pour cent dans le monde (et de près de 100 pour cent dans les pays en développement) durant la même période pour nourrir cette population, en raison de l'évolution de la demande vers des produits de plus grande valeur, et de l'utilisation d'une part accrue de la production végétale pour l'alimentation animale, en vue de satisfaire la demande croissante de viande, de lait et d'œufs. Il est probable que ces prévisions de production supplémentaire sont en deçà des besoins réels, car elles ne tiennent pas compte des hausses de la production agricole nécessaires pour répondre aux besoins de l'aquaculture ainsi qu'à toute expansion

éventuelle de la demande de biocarburants liquides destinés au secteur des transports.

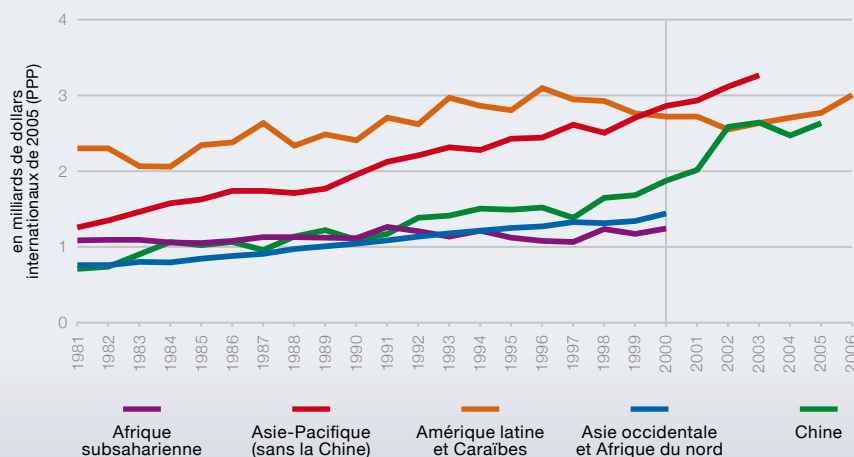
Aujourd'hui, le monde compte déjà plus d'un milliard de personnes sous-alimentées. Dans les pays en développement, un enfant de moins de cinq ans sur trois présente un retard de croissance et 148 millions d'enfants, une insuffisance pondérale. La malnutrition par manque de micronutriments touche environ deux milliards de personnes, soit plus de 30 pour cent de la population mondiale. Le développement agricole a un rôle essentiel à jouer dans la réduction de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Or, les progrès de l'investissement et de la croissance ont été lents dans ce secteur au cours de la dernière décennie. Dans l'ensemble, les priorités nationales et internationales, telles qu'elles ressortent des stratégies de réduction de la pauvreté et des plans de développement, ne traitent que rarement les facteurs clés qui sous-tendent la croissance du secteur agricole, le développement rural, et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les

investissements à long terme dans le développement agricole, les efforts visant à renforcer les capacités institutionnelles et à autonomiser les organisations de ruraux pauvres, ou les mesures d'urgence et les filets de sécurité destinés à répondre aux besoins de ceux qui sont actuellement incapables de subvenir à leurs propres besoins, ne sont ni reliés ni harmonisés.

La FAO évalue l'investissement requis dans les pays en développement pour assurer l'expansion nécessaire de la production agricole d'un montant annuel moyen brut de 209 milliards d'USD aux prix de 2009 (ou 83 milliards d'USD nets de l'amortissement). Ce total comprend les besoins en investissements dans l'agriculture primaire et les services nécessaires en aval, tels que les installations de stockage et de transformation, dont la plupart seront financées par le secteur privé (y compris les agriculteurs), mais ne comprend pas les investissements publics indispensables dans les routes, les périmètres d'irrigation à grande échelle, l'électrification rurale, l'amélioration de l'éducation et autres éléments également nécessaires tels que la gestion de l'aquaculture. On estime que l'investissement annuel brut dans le stock de capital agricole des pays en développement atteint actuellement 142 milliards d'USD (aux prix 2009), si bien que l'augmentation requise est de l'ordre de 50 pour cent par rapport au niveau actuel.

L'augmentation du stock de capital dans les zones retardataires aussi bien en termes de réduction de la faim que de productivité agricole constitue un autre défi. Selon une étude des tendances à long terme de l'investissement agricole depuis les années 70, en général, les pays qui ont le mieux réussi à réduire la faim sont également ceux qui ont enregistré les taux d'investissement net les plus élevés par travailleur agricole.

Tendances de l'investissement public en matière de R&D agricole dans les pays en développement, 1981-2006



Source: ASTI

Tout au long des années 90, la valeur ajoutée par travailleur dans le groupe de pays dont le pourcentage de la population sous-alimentée est inférieur à 2,5 pour cent a été 20 fois plus élevée que celle du groupe ayant un pourcentage de personnes sous-alimentées supérieur à 35 pour cent.

LES ENJEUX

QUELS TYPES D'INVESTISSEMENTS?

La plupart des investissements réalisés dans les secteurs de l'agriculture primaire (y compris l'élevage, l'aquaculture, les pêches et l'agroforesterie) et en aval devront provenir de sources privées, principalement des agriculteurs eux-mêmes, pour l'achat d'outils et de machines, l'amélioration de la fertilité des sols et des étangs, etc. Pour améliorer le fonctionnement du système agricole et renforcer la sécurité alimentaire, trois types d'investissements publics sont également nécessaires:

- l'investissement direct dans la recherche-développement agricole (R&D);

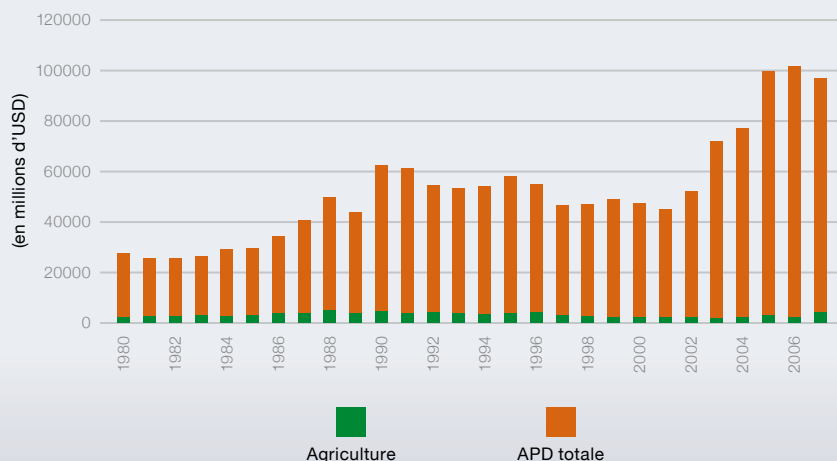
- les investissements publics et privés dans la gestion des ressources naturelles qui sont indispensables à l'accroissement durable de la production et aux gains de productivité, concernant en particulier les ressources en terres et en eaux, les pêches de capture sauvages, les forêts et les écosystèmes connexes;
- l'investissement dans des secteurs étroitement liés à la croissance de la productivité agricole, tels que les institutions de R&D, les services de vulgarisation, les routes, les ports, l'électricité, les systèmes de stockage et de commercialisation; et
- l'investissement non agricole susceptible de produire des effets positifs sur le bien-être humain, tels que la réduction de la faim et de la malnutrition. Ce dernier type d'investissement comprend l'éducation (en particulier des femmes), l'assainissement et l'approvisionnement en eau propre, ainsi que les soins de santé et les filets de sécurité.

Les agriculteurs et ceux qui envisagent de le devenir n'investiront dans l'agriculture que si leurs investissements sont rentables. Plusieurs types de biens publics, tels que ceux mentionnés ci-dessus, qui garantissent la viabilité financière des investissements privés, ne peuvent provenir que du secteur public. La recherche et la vulgarisation doivent être renforcées dans le secteur public pour s'occuper des cultures vivrières importantes qui ont peu de chances d'attirer les investissements du secteur privé. L'investissement du secteur privé local doit être encouragé à tous les stades, en amont de l'exploitation, dans la production nationale de semences et d'amendements des sols, la production et la distribution des engrais, et en aval, dans la transformation, la commercialisation et la distribution. Les pays doivent créer un climat propice à l'investissement pour les producteurs ruraux, et aborder des questions telles que les régimes fonciers, les politiques de prêt à l'agriculture, les risques et les limites relatifs à la capacité des systèmes de micro-finance de provoquer un changement radical de la production et de la productivité. Le changement climatique exigera impérativement que les programmes nationaux renforcent les capacités de sélection ou du moins de resélection de variétés de plantes et de poissons adaptés aux changements; les systèmes de multiplication et de production doivent aussi être en place de manière que les agriculteurs aient accès aux nouvelles variétés adaptées.

LES BESOINS RÉGIONAUX

À l'horizon 2050, les différences interrégionales en matière de stock de capital par travailleur devraient s'accroître, doublant presque dans les régions Asie de l'Est, en Asie du Sud, et Proche-Orient et Afrique du Nord; triplant en Amérique latine;

Aide publique au développement pour la période 1980-2007



Source: FAO



QUELQUES FAITS ESSENTIELS

- Le taux d'accumulation du stock de capital dans l'agriculture primaire a connu un ralentissement mondial (investissement net). Alors que ce stock a enregistré une croissance annuelle de 1,1 pour cent entre 1975 et 1990, elle n'a plus été que de 0,5 pour cent entre 1991 et 2007.

- La croissance de la population active agricole a dépassé la croissance du stock de capital agricole en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, régions où, dans nombre de pays, la prévalence et l'intensité de la faim sont les plus élevées. Les pays dont plus de 35 pour cent de la population est sous-alimentée ont vu leur stock de capital agricole augmenter de 1,3 pour cent par an entre 1975 et 2007, alors que la population ne progressait que de 2,3 pour cent.

mais demeurant stationnaires en Afrique subsaharienne. Autrement dit, en 2050, un travailleur agricole d'Amérique latine disposerait de 28 fois plus de capital que son homologue d'Afrique subsaharienne. D'énormes écarts d'intensité capitaliste sont au cœur des différences de production par travailleur. Les évolutions divergentes de la productivité de la main-d'œuvre d'une région à l'autre s'expliquent en grande partie par des différences d'évolution de la main-d'œuvre agricole. Par exemple, la population active employée dans l'agriculture diminuera pratiquement de moitié en Amérique latine, alors qu'en Afrique subsaharienne elle doublera presque.

LES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

La capacité des pays en développement les plus pauvres à combler le retard d'investissement est limitée. La part des dépenses publiques consacrée à l'agriculture a chuté à environ 7 pour cent en moyenne dans les pays en développement, et encore plus bas en Afrique, tandis que celle de l'aide publique au développement affectée à l'agriculture est tombée à 3,8 pour cent seulement. La capacité de gestion des ressources naturelles qui soutiennent la production vivrière est en recul dans de nombreux pays. Les prêts des banques commerciales destinés à l'agriculture sont également peu importants dans les pays en développement, soit moins de 10 pour cent en Afrique subsaharienne. Les fonds d'investissement privés ciblant l'agriculture africaine sont une évolution récente intéressante, mais les investissements effectifs demeurent faibles. Étant donné le manque d'autres sources de financement des investissements, les investissements étrangers directs réalisés dans l'agriculture des pays en

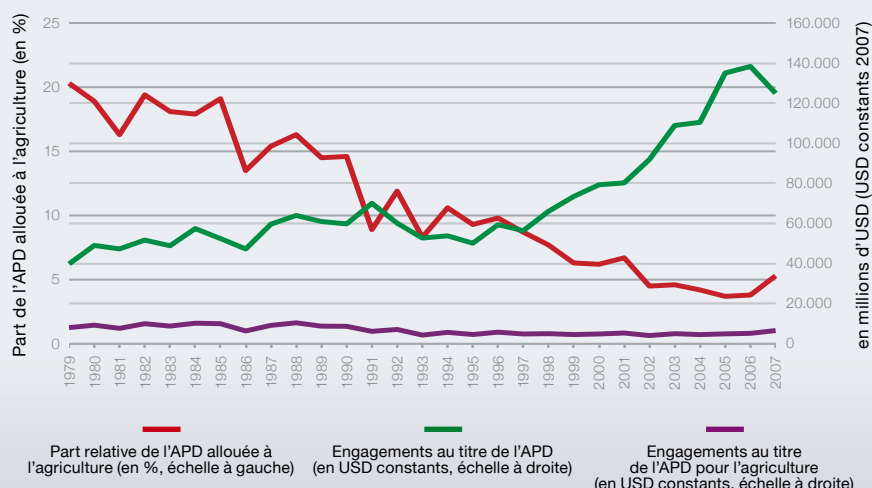
développement pourraient contribuer de manière significative à combler ce retard d'investissement. Ces investissements sont de plus en plus affectés à l'acquisition ou à la location de terres, la motivation des investisseurs allant de la production de biocarburants liquides au souci de la sécurité alimentaire du pays investisseur, en passant par la diversification du portefeuille. Bien que ce type d'investissement puisse produire des avantages en matière de développement par le biais du transfert de technologies, de la création d'emplois, du développement de l'infrastructure et des recettes d'exportation, la production alimentaire supplémentaire qui en découle est souvent destinée à être exportées vers le pays investisseur, ce qui ne laisse pas de soulever un certain nombre de questions politiques, économiques et sociales lorsque les investissements ont lieu dans un pays lui-même voué à l'insécurité alimentaire. La question centrale est de savoir si les perspectives de sécurité

alimentaire et de réduction de la pauvreté dans les pays en développement, et dans le monde en général, sont meilleures avec ou sans de tels investissements, et quelle est la meilleure manière d'en optimiser les bénéfices et d'en éviter les effets négatifs.

LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT

Les investissements dans la recherche-développement agricole se sont avérés très rentables et ont un rôle important à jouer dans la lutte contre la faim et la pauvreté. À l'heure actuelle, la majeure partie de la recherche publique est assurée par les centres de recherche internationale du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI). Si l'utilité de ce système d'organismes internationaux de recherche et d'organisations affiliées, qui ont considérablement contribué à l'ensemble des technologies et connaissances agricoles disponibles à l'échelle mondiale, et les avantages qu'il offre, ne font aucun doute, la question de savoir comment

Engagements annuels au titre de l'aide publique au développement (APD): tendances globales et part allouée à l'agriculture



► D'ici à 2050, selon les prévisions ventilées par type d'investissement pour 2050, 60 pour cent du total nécessaire ira au remplacement du stock de capital hors d'âge (c'est-à-dire la formation brute de capital), le reste s'ajoutant à ce stock. Ventilée par activité, l'agriculture primaire obtiendrait plus de la moitié de ce total, tandis que le reste ira aux besoins en aval (transformation, transport, stockage, etc.). Au sein de l'agriculture primaire, la mécanisation représenterait l'unique domaine d'investissement majeur (25 pour cent), suivi de l'extension et de l'amélioration de l'irrigation (près de 20 pour cent).

► L'aide au développement affectée à l'agriculture a diminué d'environ 58 pour cent en valeur réelle entre 1980 et 2005, bien que le total de l'aide publique au développement ait sensiblement progressé au cours de la même période, soit de 112 pour cent. Autrement dit, la part de l'APD revenant au secteur agricole est tombée de 17 pour cent en 1980 à 3,8 pour cent en 2006, la même tendance à la baisse s'observant dans les portefeuilles de prêt des institutions financières internationales et des banques de développement.

augmenter et pérenniser le financement de ces organismes n'est pas simple et souvent les gouvernements ne voient pas l'intérêt d'apporter une contribution importante à une entité dont les bénéfices retomberont bien loin de leurs populations et de leurs frontières nationales. À l'évidence, un investissement massif des secteurs public et privé dans la R&D est indispensable pour que l'agriculture bénéficie de l'utilisation des nouvelles technologies et pour qu'elle relève avec succès les défis, notamment ceux de la rareté croissante de l'eau et du changement climatique.

CONSIDÉRATIONS POLITIQUES DÉCOULANT DU FORUM D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU SUR LE THÈME « COMMENT NOURRIR LE MONDE EN 2050 » (ROME 12-13 OCTOBRE 2009)

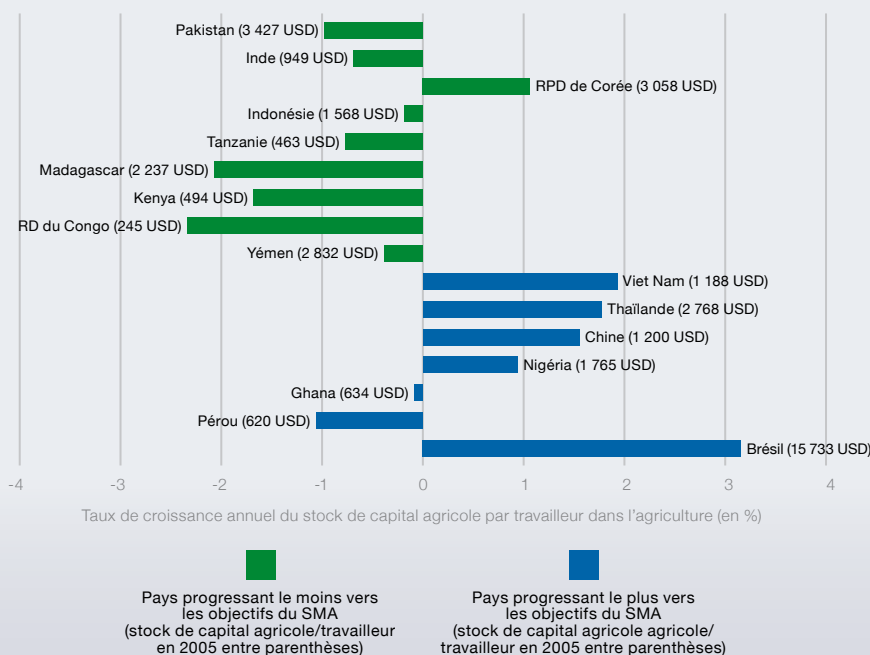
Le débat relatif à l'investissement a été axé sur cinq questions majeures soulevées par le présentateur et l'animateur.

- Le groupe d'experts est convenu que tant des politiques appropriées qu'une masse critique d'investissements étaient essentiels à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement relatif à la réduction de la faim dans le monde. Si les politiques qui conviennent ne sont pas en place, même l'injection d'investissements importants dans le système n'apportera pas nécessairement le résultat souhaité.
- La mesure dans laquelle les investissements contribuent à réduire la faim varie d'un pays à l'autre. La Chine et l'Inde ont très bien réussi dans ce domaine, et de l'avis général, le PDDA offre un cadre sain à l'investissement en Afrique subsaharienne. Dans certains cas, toutefois, l'exécution a manqué d'efficacité et l'investissement n'a pas toujours atteint l'objectif visé, d'où la nécessité d'une amélioration.

- Un cadre réglementaire sain et une fiscalité raisonnable sont les éléments clés de la création d'un environnement susceptible d'attirer les investisseurs. Les fonds d'investissement privés ont été envisagés comme instrument novateur pour attirer les capitaux privés, en particulier dans les situations où les banques ne prêtent pas volontiers à l'agriculture. Les associations de petits exploitants peuvent aussi être un instrument utile pour aider les petits producteurs à accumuler les fonds nécessaires à l'investissement. Comme autre mesure, le Forum a envisagé le soutien de l'État à l'investissement pour les nouvelles entreprises qui sont normalement exposées à des risques plus élevés et ont besoin d'un soutien extérieur.
- Tous les participants sont convenus qu'il était crucial d'accroître l'investissement public dans l'infrastructure et dans la R&D agricole pour attirer les capitaux privés dans l'agriculture. Dans la plupart des pays en développement, il est très important de réduire les risques auxquels sont exposés les investisseurs privés, notamment les petits exploitants.
- Le Groupe d'experts est convenu que l'augmentation de l'investissement étranger transfrontière dans l'agriculture primaire en vue de l'achat ou de la location de terres, était susceptible d'accroître les ressources disponibles pour le développement agricole, mais qu'une discipline spéciale devait être imposée à ce type d'investissement afin de sauvegarder les intérêts de toutes les parties concernées, et en particulier des populations locales.

Enfin, l'observation selon laquelle, dans l'avenir, la qualité des investissements sera au moins aussi importante que leur volume, a recueilli l'adhésion unanime.

Figure 1: Taux de croissance annuel du stock de capital agricole (1990-2005) dans les pays qui ont le plus et moins progressé vers les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation de 2006



Pour toute information complémentaire:



**Sommet mondial sur la
sécurité alimentaire**
Rome 16-18 novembre 2009

Secrétariat de la Sommet mondial sur la sécurité alimentaire

Bureau du Sous-directeur général
Département de la gestion des ressources naturelles
et de l'environnement
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

Tel: (+39) 06 570 53101
Télécopie: (+39) 06 570 56172
Courriel: wsfs2009-secreariat@fao.org

